

<http://www.afrik.com/article21641.html>



## **Internet, une arme pour la jeunesse tunisienne révoltée**

**Les manifestations, relayées par les réseaux sociaux, continuent**

[mercredi 5 janvier 2011](#) / par [Assanatou Baldé](#)

Un hommage international doit être rendu demain à Mohamed Bouazizi. L'appel coure depuis ce matin sur les réseaux sociaux. Le jeune homme, dont l'immolation par le feu à Sidi Bouzid le 17 décembre a déclenché une vague de protestation en Tunisie, est décédé mardi soir. Ce même jour, de violentes manifestations contre le chômage, le coût de la vie et l'absence de liberté d'expression opposaient lycéens et chômeurs aux forces de l'ordre, à Thala, dans l'ouest du pays. Blogs, Facebook, Twitter... Ils sont nombreux, en Tunisie, ceux qui utilisent internet pour exprimer leur mécontentement et organiser la contestation.

Le bras de fer continue. Après plusieurs semaines de protestation contre la dégradation des conditions de vie, les jeunes tunisiens ne semblent pas décidés à désarmer. De [violents heurts](#) ont opposé hier, pour la deuxième journée consécutive, dans la ville de Thala, à environ 250 km de la capitale, Tunis, les forces de l'ordre à des centaines de lycéens, étudiants et chômeurs. Le pays est secoué par une [vague de manifestations](#) contre le chômage, le coût de la vie et l'absence de liberté d'expression, qui ont débuté le 17 décembre. Date à laquelle, Mohamed Bouazizi s'est immolé par le feu à Sidi Bouzid. Ce diplômé de 26 ans, n'ayant pas trouvé d'emploi, s'était décidé à vendre des fruits et légumes. Sans permis, sa marchandise a été confisquée par la police municipale. Pour contester cet acte il a tenté de se suicider. Dans la même région, Houcine Neji, 24 ans, sans emploi, s'est aussi donné la mort le 22 décembre en s'électrocutant au contact d'un câble de haute tension. Avant de mourir il a crié « Non à la misère ! Non au chômage ! ». De même pour Lotsi Guadri, un autre jeune tunisien qui a plongé dans un puits quelques jours après.

Mohamed Bouazizi est décédé des suites de ses brûlures mardi soir au Centre de traumatologie et des grands brûlés de Ben Arous. Ses funérailles, auxquelles ont assisté cet après-midi environ 5000 personnes criant vengeance, se sont déroulées dans un climat tendu. Des marches sont prévues jeudi dans toutes les régions du pays pour lui rendre hommage, et les appels qui circulent sur le web engagent même les Tunisiens vivant à l'étranger comme ceux qui souhaitent un changement politique en Tunisie à manifester. En effet, les réseaux sociaux constituent un important moyen d'organisation des manifestations, pour les jeunes tunisiens en particulier. Ainsi, 10 000 lycéens ont relayé un appel à la grève et à la désobéissance civile lundi sur Facebook et Twitter. Ils ont exprimé leur colère dans plusieurs villes : Sidi Bouzid, Tunis, Grombalia, Sfax, Thala...

Les événements ont été très peu couverts par les journalistes qui ont été exclus des manifestations. En décembre, le gouvernement a interdit aux journaux d'opposition Tareeq-al Jadid et Al Mawqif de paraître pour avoir couvert les protestations. Les réseaux sociaux constituent donc actuellement les premiers relais d'information.

## « Cyberguerre contre la censure »

Mais les autorités tunisiennes sont extrêmement répressives vis-à-vis d'internet [1]. Les sites de partage de photos et vidéos comme Flickr et YouTube sont interdits, tout comme les sites de blogueurs dissidents et ceux faisant référence à WikiLeaks. D'ailleurs, en représailles, un collectif baptisé Anonymous s'est attaqué à plusieurs sites officiels tunisiens. Depuis lundi, son « Opération Riposte » a bloqué, entre autres, le site officiel du gouvernement et la totalité des sites web des ministères. Dans une [lettre ouverte](#), le groupe informel déclare que « Le gouvernement tunisien, dirigé par le président Ben Ali, a montré un niveau de censure outrageant ».

De même, le mouvement de protestation des jeunes, qui était au départ uniquement tourné contre le chômage et la vie chère, a évolué. Désormais, ces derniers sont nombreux à contester ouvertement la censure établie par le pouvoir sur les médias. Ils demandent plus de liberté d'expression. Parmi eux, Selim Ben Hassen, qui a créé le « mouvement citoyen » [Byrsa](#) il y a un an. Ses membres participent aux manifestations.

Une pluie de commentaires contre la censure s'est également abattue sur Facebook, Twitter et les blogs. Un agrégateur de twitts comme [Babtounes](#) informe minute par minute de l'évolution de la situation en Tunisie. D'autre part, plusieurs groupes se sont constitués sur les réseaux sociaux pour dénoncer la situation actuelle. Face à cet engouement, le gouvernement a bloqué une centaine de pages Facebook, interdisant d'y poster des photos et vidéos. Mais ces restrictions importent peu aux jeunes qui créent de nouvelles pages quand les anciennes sont censurées. Ils donnent la possibilité à tous d'être informé sur les manifestations à travers des vidéos et articles. « [M. le président, les Tunisiens s'immolent par le feu](#) », rédigé en arabe, est l'un d'eux. En moins de 24 heures, le groupe comptait 2500 membres, et a attiré plus de 11 000 soutiens. Mais les autorités l'ont censuré.

Les blogueurs passent aussi à l'attaque. « Sidi Bouzid brûle » est, par exemple, le titre d'un article écrit dans le blog intitulé [A Tunisian Girl](#). « Dernièrement, les immolations par le feu se sont multipliées en Tunisie. Les acteurs de ces actions sont généralement des citoyens tunisiens qui ont perdu tout espoir en une vie descente. Chômage et pauvreté sont au rendez-vous et ont envenimé leur existence. Certains de ces incidents sont médiatisés- et par médiatisés je parle de médias citoyens blogs, Facebook, Twitter puisque nos médias officiels se contentent de nous présenter les activités du président, les activités du parti au pouvoir, celles des associations liées au parti au pouvoir », raconte un article posté par Lina Ben Mhenni.

Un autre blogueur, Boukachen a écrit, par exemple, un billet en arabe intitulé « [L'holocauste de Sidi Bouzid](#) » : « Ce qui s'est passé n'est pas nouveau. Cette situation misérable persiste depuis de nombreuses années dans les régions à l'écart. C'est le résultat d'une combinaison de conditions climatiques et de la marginalisation de ces régions, à quoi s'ajoute la totale indifférence des autorités. Mais l'histoire ne s'arrête pas là puisque nos médias dépravés exercent un black-out complet sur cet incident ».

[...]Mais le mouvement de protestation continue. Les avocats appellent à la grève générale ce jeudi, pour dénoncer l'attitude des autorités à leur égard et soutenir l'action des jeunes. La révolte sociale dans la rue et sur la toile ne semble pas avoir dit son dernier mot.

---

[1] Afrik.com, par exemple, n'y est plus accessible depuis trois ans